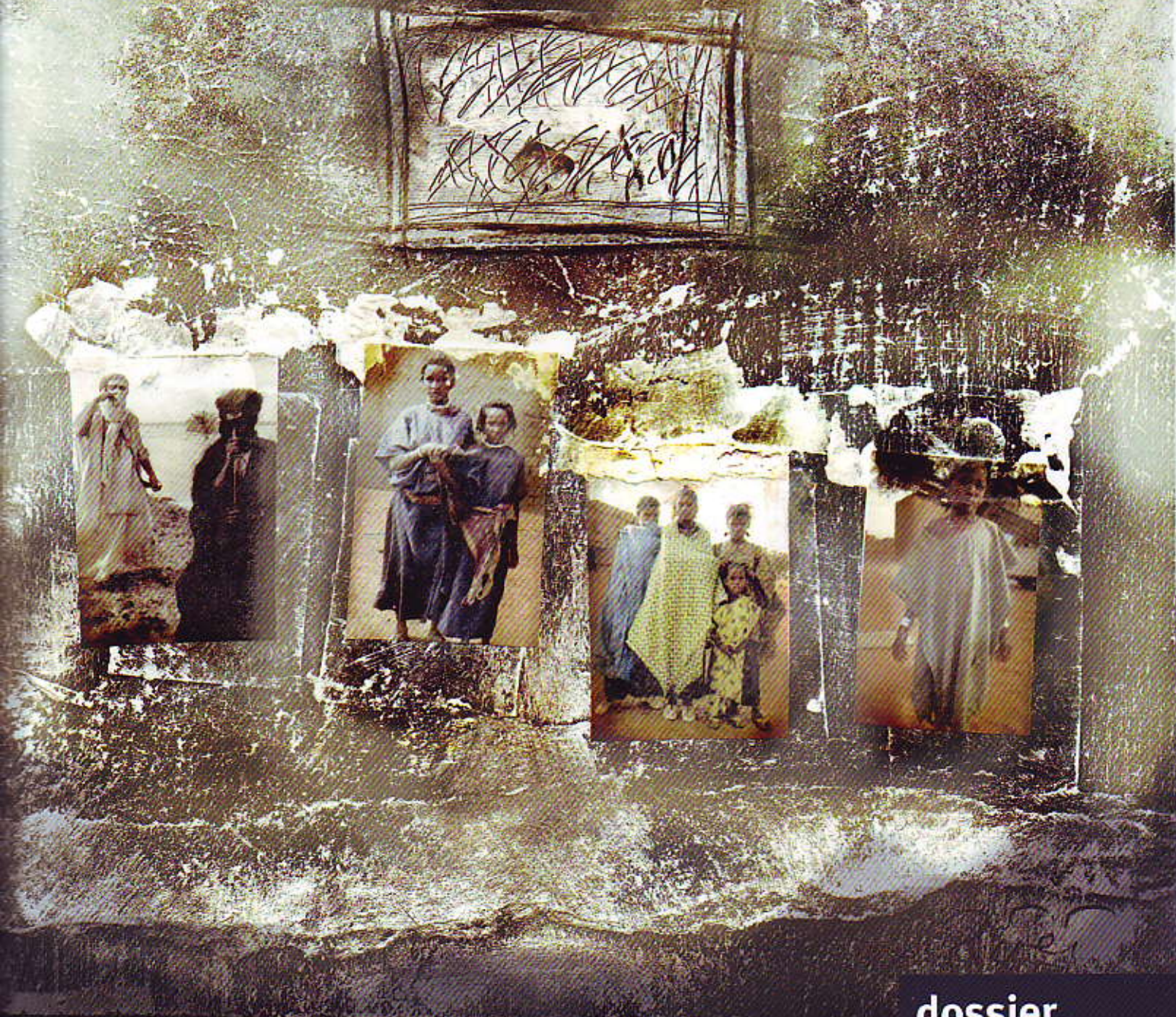


ena

hors les murs

Magazine des Anciens Élèves de L'ENA

www.aeeena.fr



dossier

Mali et Sahel : Nous sommes tous Sahéliens



Mali et Sahel :
Nous sommes tous Sahéliens

Le réformisme islamique francophone au Sahel : vers un salafisme républicain ?



Par **Gilles Holder**
Anthropologue
Chargé de Recherche 1^{re} classe (CNRS)
Membre du site Raspail de l'Institut des
mondes africains (Imaf)

L'actualisation sociale que proposent les organisations réformistes africaines ne consiste pas à instaurer un État islamique, mais à récupérer l'héritage républicain jugé dénaturé par une classe politique pro-occidentale et corrompue. La stratégie francophone et la promotion de la culture de l'excellence sont requises pour la conquête de la bureaucratie d'État, tandis que celle du pouvoir politique n'interviendra qu'à la condition d'avoir assaini la démocratie électorale.

L'islam au Sahel s'inscrit dans la très longue durée, celle d'un millénaire, où il s'est progressivement constitué comme une ressource majeure de la légitimité politique et du développement économique, mais aussi de l'identité individuelle, sociale et culturelle. Ce n'est toutefois qu'à partir des XVIII^e et XIX^e siècles que l'on observe sa descente significative des marges du Sahara vers le Sahel, avec des États djihadistes qui se réclamaient alors de confréries soufies, avant que le phénomène ne se massifie au XX^e siècle sous l'effet conjugué de la circulation des hommes en AOF et la création de nouveaux centres urbains répondant aux besoins de l'économie coloniale. Aussi est-ce au début des années 1940 qu'apparaissent les premiers mouvements dits « wahhabites », avec le retour de pèlerins et d'étudiants africains formés au Caire, qui visaient moins la lutte politique qu'une réforme éducative « rectificatrice » face au savoir et l'autorité de l'ordre confrérique et maraboutique.

Les mouvements de jeunesse

Si l'islam continue d'animer en profondeur les sociétés sahéliennes durant la période des indépendances et celle des régimes autoritaires qui lui succèdent, il faut attendre les années 1990 et les processus démocratiques pour voir la population musulmane de pays comme le Sénégal, le Niger ou encore le Mali atteindre (ou revendiquer) des taux supérieurs à 90 % ou 95 % et requérir l'islam comme ressource discursive. Des entrepreneurs de moral deviennent dès lors les porte-paroles des classes populaires et moyennes laminées par les programmes d'ajustement structurel et revenues des espérances de la démocratie libérale. Ils investissent places, stades, médias et mettent à profit les grands rassemblements religieux pour prêcher

une morale autant islamique que civique. Un espace public religieux¹ émerge en charriant des débats sur le code de la famille, la peine de mort, l'emploi des jeunes ou la laïcité. On y dénonce l'affaiblissement de l'autorité, l'injustice sociale, les pratiques corruptives, et l'on reproche aux élites de promouvoir, au prétexte du progrès démocratique, les normes et les valeurs occidentales perçues comme aliénation culturelle.

C'est dans ce contexte d'effervescences sociales suscitées à la fois par et à l'encontre de la démocratie libérale que, dès le début des années 1990, de jeunes étudiants réformistes se constituent en associations. Réformistes, au sens où ceux-ci visent à la fois une actualisation sociale, rationnelle et décomplexée de l'islam et le rejet plus ou moins explicite de ce qu'ils considèrent comme des archaïsmes socioculturels : l'intermédiation des saints, la guidance religieuse et le charisme. De ce point de vue, si l'on peut parfois qualifier ces mouvements de salafistes, c'est sans doute moins vis-à-vis des références savantes à la *salafiyya*², que de leur réengagement dans une citoyenneté fondée sur une étique musulmane « générique », à laquelle s'articulent émancipation et afrocentrisme.

Si ces mouvements de jeunesse musulmane sont de plus en plus influents au Sahel, ils sont pourtant loin de suivre un quelconque agenda saoudien ou islamiste ; ils participent plutôt de la refonte sociale suscitée par les processus démocratiques lancés dans les années

1 - Gilles Holder (éd.), *L'islam, nouvel espace public en Afrique*, Paris, Karthala, 2009.

2 - Il s'agit là d'une doctrine de retour à la pratique exemplaire des salaf (« ancêtres, prédécesseurs ») relatifs aux trois premières générations de compagnons du prophète, qui fut théorisée par Ibn Hanbal (780-855) et Ibn Taymiyya (1263-1328), avant d'être politiquement réalisée en Arabie par Ibn 'Abd al-Wahhâb (1703-1792).



Mali et Sahel : Nous sommes tous Sahéliens

1990. Leur vision du rôle et de la place des musulmans dans les sociétés postcoloniales est certes de l'ordre de la réforme. Mais celle-ci est avant tout sociale, tandis que la « rectification » du comportement individuel et la « clarification » des scories socioculturelles dans la pratique religieuse font figure de gage d'efficacité quant au changement auquel ils aspirent.

De ce point de vue, l'une des singularités de ce réformisme ouest-africain est de concevoir l'action au moyen du français comme « langue de travail », ce qui suppose de prendre en compte : son historicité en tant qu'héritage colonial ; son statut en tant que langue d'État ; sa raison géopolitique du point de vue de la francophonie ; son régime d'intelligibilité, eu égard à la durée de scolarisation³ ; les représentations qu'engendre le français comme « langue de la laïcité ». Mais au-delà des ressources conceptuelles et pratiques qu'offre une langue internationale pour penser et réaliser une telle réforme, c'est d'abord le profil socioprofessionnel de ces jeunes musulmans qui explique cette stratégie francophone.

LIEEMA, Sifram et Cimef

Prenons ici le cas du Mali, dont l'enseignement supérieur a ceci de particulier que, jusqu'à la création de l'Université du Mali en 1996, celui-ci se réduisait aux seules grandes écoles sur le modèle français. De fait, tous les membres de ces organisations de jeunesse qui se fédèrent en 1992 au sein de la Ligue islamique foi et action, laquelle deviendra la Ligue islamique des élèves et étudiants du Mali (LIEEMA) deux ans plus tard, étudient alors dans les grandes écoles de la République que sont l'École nationale de médecine et de pharmacie, l'École nationale d'ingénieurs, l'École nationale supérieure et l'École nationale d'administration. Ces jeunes militants se caractérisent ainsi par un cursus scolaire francophone, un niveau de formation supérieure et une vocation à intégrer la fonction publique, voire la haute fonction d'État.

Dans ce contexte, il s'agit là de promouvoir un réformisme qui allie rectitude des pratiques musulmanes, moralisation de

l'action et islamisation de la modernité, ce dont témoignent les statuts de la LIEEMA⁴ qui réaffirment la compatibilité entre modernité et islam en se donnant comme objectifs de : « participer à l'épanouissement culturel islamique en milieu scolaire et universitaire ; contribuer à l'enseignement des pratiques culturelles, des valeurs spirituelles et morales de l'Islam ; rehausser l'image de marque de l'Islam par sa pratique correcte ; développer les liens de fraternité et de solidarité entre ses membres ; veiller à l'observation des principes moraux et humains de l'Islam pour un meilleur développement économique du pays ; contribuer à la culture de l'excellence en milieu scolaire et universitaire ». Désormais présente dans toutes les facultés et tous les lycées du pays, la LIEEMA contrôle l'ensemble du champ associatif musulman implanté dans les milieux de l'enseignement et diffuse un réformisme qui passe par une re-sémantisation islamique de la modernité. Cette dynamique ne se limite toutefois pas au Mali. La LIEEMA est en effet une association qui s'est constituée, comme pour la plupart des pays de la sous-région, avec le Séminaire international de formation des responsables d'associations musulmanes (Sifram) créé à Abidjan en 1991. Invité comme conférencier en 1999, Tariq Ramadan y fait sensation et va proposer aux responsables associatifs de créer alors le Cimef, le Colloque international des musulmans de l'espace francophone. Organisé tous les deux ans dans l'un des pays francophones d'Afrique de l'Ouest, le Cimef diffuse de façon très influente l'idée que le français doit devenir une langue islamique au même titre que l'arabe et l'anglais, permettant aux musulmans francophones de se penser en Afrique et dans le monde. Il met ainsi en place des ateliers autour de thèmes de réflexion académique tels que « colonisation et orientalisme », « "néo-colonialisme" français », « Processus de sécularisation », « Problèmes d'expression en langue française », ou encore « Stratégies d'action dans l'espace laïque »⁵.

Or à travers cet effort d'analyse critique du contexte francophone de l'Islam, les associations musulmanes ouest-africaines

disposent là d'outils conceptuels et de modes opératoires qui ne visent plus seulement la réforme sociale, mais aussi la refonte de l'ordre républicain lui-même. C'est là en effet que, depuis une décennie, les organisations réformistes concentrent désormais leur action, où la critique de la démocratie est assortie d'une réhabilitation de la République à travers le rééquipement moral de la doctrine libérale et la privatisation des services publics non marchands ; le réinvestissement des institutions républicaines et la récupération de la production des lois et des normes ; la reconfiguration islamique du nationalisme africain et la refondation de l'indépendance nationale.

En dépit de son affichage islamique, ce phénomène de réformisme qui anime les sociétés ouest-africaines d'aujourd'hui n'est en réalité guère éloigné des processus que l'on observe en Europe ou aux États-Unis ; il y fait même miroir. À Bamako, à Niamey, à Abidjan ou à Ouagadougou, ce réformisme islamique qui prend des airs de « salafisme républicain » envisage en effet une désoccidentalisation pour sauver la République. Or, celle-ci tient sans doute moins de l'émancipation culturelle au nom d'une islamité qui se doublerait d'une africanité, que d'une démondialisation, au sens d'un retour aux frontières qui mobilisent, ici comme là-bas, ce que Jean-François Bayart appelle « les fondamentalistes de l'identité »⁶. ■

3 - En 2011, la durée moyenne de scolarité est, par exemple, de 2 ans au Mali et 2,4 ans au Sénégal (contre 11 en France) ; <http://data.uis.unesco.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=fc6cde7c-cba0-4d2f-80fc-0b41d4b20768&themabreed=-200#>

4 - https://lieemalgerieblog.files.wordpress.com/2016/05/statut_lieema_2012-2014.pdf

5 - Les Musulmans francophones. *Réflexions sur la compréhension, la terminologie, le discours*, Actes du Cimef, 2001.

6 - Jean-François Bayart, *Les Fondamentalistes de l'identité. Laïcisme versus djihadisme*, Paris, Karthala, 2016.